



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Leurs-crisis-nos-solutions>

Leurs crises, nos solutions

- International - Le Monde -



Date de mise en ligne : mardi 6 septembre 2011

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Madame Suzan George, pré-si-dente d'honneur d'Attac-France et pré-si-dente du Conseil du Trans-na-tional Ins-ti-tute (TNI) était l'invitée de l'université d'été des nouveaux cahiers du socialisme. Elle a donné une conférence jeudi soir le 25 août à l'UQAM devant une salle bondée. L'essentiel de son propos, en bonne partie porté sur son plus récent livre « Leur crise, nos solutions », a porté sur l'analyse de la crise qu'elle définit elle-même non pas comme une crise mais comme une maladie chronique en évolution. J'ai eu le plaisir de l'accompagner au nom des NCS.

André Frappier

Tout au long de la crise, environ 14 000 milliards de dollars se sont matérialisés par magie pour consolider les institutions financières. Cette somme d'un gigantisme incroyable est pour l'essentiel empruntée au futur. Elle sera remboursée par les citoyens d'aujourd'hui et par leurs enfants et petits-enfants ; remboursée en impôts, bien sûr, mais aussi en chômage, en suppressions de services publics et certainement par bien d'autres épreuves que nous n'avons même pas commencé à imaginer. Pour comprendre l'ampleur de ces chiffres, si on rembourse un dollar par seconde, soit 86 400\$ par jour ou encore 31 536 000\$ par an, cela prendra 448,000 ans à rembourser.

C'est tout l'intérêt d'être « trop grand pour faire faillite ». Et quand on sait qu'on l'est, on est incité à prendre de très gros risques, puisque quelqu'un d'autre paiera les pots cassés.

Dans les années 1950, la tranche la plus élevée des revenus était taxée à 90%. En 2009, le taux d'imposition le plus haut, qui s'applique aux revenus de plus de 372 950 dollars, est de 35%.

Le triomphe du capital

Associée à la mondialisation accélérée et au simple désir de profit maximal, la doctrine néolibérale a aussi favorisé l'investissement à l'étranger, partout où les salaires étaient bas, par rapport à la productivité des travailleurs. Parmi les nouvelles libertés dont jouit alors le capital, il a le droit de spéculer contre les monnaies faibles et de retirer ses fonds instantanément, sans avertissement. Cela a provoqué d'innombrables crises, notamment dans les pays pauvres du Sud et en Europe de l'Est. L'Organisation internationale du travail a calculé qu'entre 1990 et 2002, plus de quatre-vingt-dix pays ont subi des « tourmentes financières graves », caractérisées par une chute de la valeur de leur devise d'au moins 35% sur deux mois. Pendant trois décennies, l'Europe et les États-Unis ont vu des industries majeures fermer et partir outre-mer vers des cieux plus pauvres et moins réglementés, en provoquant des pertes d'emploi massives.

Cette situation a été accompagnée par un autre phénomène : sur plusieurs décennies, l'Europe a transféré au moins dix points de PIB (produit intérieur brut, la richesse européenne totale) du travail aux propriétaires du capital.

Les économistes mesurent chaque année ce qu'ils appellent la « valeur ajoutée » au cours de l'activité économique : dans la première moitié des années 1970, la part de cette richesse créée qui allait aux salaires était, en Europe, très majoritaire. Les travailleurs en recevaient entre les deux tiers et les trois quarts ; le reste allait aux investisseurs, sous forme de rentes, dividendes et intérêts.

Les grands investisseurs, les géants des bourses mondiales, exigent plus de « valeur pour l'actionnaire », leur cupidité augmente chaque année. Ils se font donc une joie de soutenir les licenciements massifs et encourageant

l'évitement fiscal, à leurs yeux bénéfique puisqu'il réduit les coûts et accroît les profits.

Aux États-Unis aussi, les riches ont dépouillé systématiquement les pauvres, mais par un mécanisme plus simple et plus brutal. Ils ont simplement laissé stagner les salaires pendant des décennies. Ils n'ont pas concédé aux travailleurs la moindre part de leurs propres gains de productivité, qui sont allés entièrement aux actionnaires et aux dirigeants d'entreprises. C'est la raison principale qui a poussé les gens à s'endetter lourdement en hypothéquant leur maison, pour continuer à consommer. L'alourdissement des factures de la santé et de l'énergie rend compte des deux tiers de leurs dépenses supplémentaires. Inutile de chercher une autre explication à la chute la plus brutale des dépenses de consommation qu'ait connue les États-Unis depuis soixante ans. 70% du chiffre d'affaire de l'économie des États-Unis dépend de la consommation de masse des citoyens américains. Malgré les salaires collés à la colle forte, l'expansion économique a pu se prolonger longtemps grâce à l'emprunt. C'est ainsi que l'épargne aux États-Unis est tombée à zéro, puis est devenue négative.

Moins d'argent dans toutes ces poches, cela signifie moins d'achats, ce qui veut dire une moindre activité économique ; le résultat est la surproduction par rapport à la demande solvable.

Telles sont les raisons pour lesquelles le partage de la valeur ajoutée s'est mis à changer progressivement. Aujourd'hui dans plusieurs des pays de l'Union Européenne la part des travailleurs est descendue à 50%, ce qui signifie une diminution de la part du travail d'environ 10% à 14% sur trente ans. Ce n'est pas vraiment de la petite monnaie : les sommes « réorientées » représentent 10% de la richesse de l'Union européenne, qui en 2008 s'élevait à 15 295 milliards de dollars. Ces transferts de détenteurs d'emplois aux détenteurs d'actions et d'obligations se poursuivent depuis des décennies.

Étudier les riches, pas les pauvres

Parmi les habitants adultes de la planète, les 10% les plus riches possèdent 85% du patrimoine mondial des ménages et, parmi eux, les 2% les plus riches en captent plus de la moitié. La moitié la plus pauvre de la population mondiale en dispose d'à peine 1%. Le membre moyen des 10% les plus riches possède près de trois mille fois plus que le membre moyen des 10% les plus pauvres.

Les riches de la planète - les HNWI, dit Merrill Lynch (abréviation de High Net Worth Individuals, individus à valeur nette élevée) - se trouvaient au mieux de leur forme en 2007 : ils étaient alors 10,1 millions. À elles toutes, ces quelques 10 millions de personnes, l'équivalent de la population du grand Paris, qui se trouvaient au sommet du tas de la richesse mondiale revendiquaient 40 000 milliards 700 millions de dollars. Elles possédaient ensemble en liquide plus de trois fois le PIB annuel des États-Unis ou de l'Union Européenne, six fois celui de la Chine ou treize fois celui de l'Inde.

Il est vrai que les pauvres chéris ont été durement frappés par la crise. Le rapport de 2009 contenait de bien tristes nouvelles : il ne restait plus que 8,6 millions de HNWI, soit une chute de 15% et leur richesse collective avait périclité de 20% à 32 800 milliards de dollars. Mais en 2011 ils étaient remontés à 11 millions pour une fortune de 42,7 trilliards, moins de 1% d'entre eux ou 100 000 personnes possèdent le 1/3 de cette richesse. Moins de 100 possèdent 4,5 trilliards, soit l'équivalent du PNB du Canada et le 1/3 de celui des États-Unis. 400 personnes aux États-Unis possèdent plus que la moitié de la population.

Pas d'inquiétude ; le rapport sur la richesse prédit (avec assurance) qu'en 2013 ce groupe privilégié jouira de 48 500 milliards de dollars. 15 milliards de plus en cinq ans, ce n'est pas si mal que ça.

Tiré du discours de Suzan George à l'Université d'été des Nouveaux Cahiers du Socialisme ainsi que de son dernier livre « Leur Crise, nos solutions » aux éditions Albin Michel.